

TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE GRENOBLE

N°1106017-1204229-1206424

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ASSOCIATION CYCLAMEN CHERAN BAUGES
ENVIRONNEMENT et ASSOCIATION FRANCE
NATURE ENVIRONNEMENT
ASSOCIATION BIEN VIVRE A CUSY et M. Guy
BROUSSE
ASSOCIATION CYCLAMEN CHERAN BAUGES
ENVIRONNEMENT

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le Tribunal administratif de Grenoble
(5ème Chambre)

Mme Paquet
Rapporteur

M. Lefebvre
Rapporteur public

Audience du 5 septembre 2014
Lecture du 22 septembre 2014

C

Vu, I, la requête, enregistrée le 15 novembre 2011, sous le n° 1106017, présentée pour l'association Cyclamen Chéran Bauges Environnement, représentée par sa présidente en exercice, dont le siège est La Maison du Pays 129 route de Plaimpiais à Alby-sur-Chéran (74540) et l'association France Nature Environnement, dont le siège est 10 rue Barbier à Le Mans (72000), par Me Azouagh ;

L'association Cyclamen Chéran Bauges Environnement et l'association France Nature Environnement demandent au tribunal :

- d'annuler la décision du 16 septembre 2011 par laquelle le préfet de la Haute-Savoie a autorisé la destruction, la perturbation intentionnelles des spécimens et la destruction, l'altération ou la dérogation d'habitat par la SARL Carrières de Cusy-Mathieu Fils dans le cadre d'une extension d'une carrière existante sur la commune de Cusy ;
- de mettre à la charge de l'Etat une somme de 1 500 euros, au bénéfice de chacune d'elles, au titre de l'article L.761-1 du code de justice administrative ;

Vu la décision attaquée ;

N°1106017-1204229-1206424

2

Vu le mémoire en défense, enregistré le 16 février 2012, présenté pour la SARL Carrières de Cusy Mathieu Fils, représentée par son gérant en exercice, par Me Vignot, qui conclut au rejet de la requête et demande que soit mise à la charge des associations requérantes la somme de 1 500 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

Vu le mémoire en intervention, enregistré le 20 février 2012, présenté pour l'Union nationale des industries de carrières et des matériaux de construction Rhône-Alpes, dont le siège est Parc Club du Moulin à Vent, 33, rue du docteur Georges Lévy à Vénissieux (69693), représentée par son président en exercice, par Me Nicolay, qui conclut au rejet de la requête ;

Vu le mémoire en défense, enregistré le 29 octobre 2012, présenté par le préfet de la Haute-Savoie qui conclut au rejet de la requête ;

Vu le mémoire, enregistré le 27 novembre 2013, présenté pour l'association Cyclamen Chéran Bauges Environnement et l'association France Nature Environnement qui concluent aux mêmes fins que la requête, et portent le montant des frais irrépetibles demandés pour chacune, à la somme de 2 000 euros ;

Vu, II, la requête, enregistrée le 31 juillet 2012, sous le n°1204229, présentée pour l'association Bien Vivre à Cusy, dont le siège est 70 allée du Petit Bois à Cusy (74540), représentée par son président en exercice, et M. Guy Brousse, demeurant 70 allée du Petit Bois à Cusy (74540), par la Sclari Toussot ;

L'association Bien Vivre à Cusy et M. Guy Brousse demandent au tribunal :

- d'annuler la décision du 31 mai 2012 par laquelle le préfet de la Haute-Savoie a autorisé la Carrière de Cusy Mathieu Fils à exploiter une carrière d'éboulis calcaire sur la commune de Cusy;
- de mettre à la charge de l'Etat une somme de 4.000 euros au titre de l'article L.761-1 du code de justice administrative ;

Vu la décision attaquée ;

Vu le mémoire en défense, enregistré le 18 septembre 2012, présenté pour la SARL Carrières de Cusy Mathieu Fils, dont le siège social est Lieu-dit Bassa à Saint-Ours (73410), représentée par son gérant en exercice, par Me Vignot, qui conclut au rejet de la requête et à ce que la somme de 4 000 euros soit mise à la charge solidaire des requérants en application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

Vu le mémoire en défense, enregistré le 9 novembre 2012, présenté par le préfet de la Haute-Savoie qui conclut au rejet de la requête ;

Vu, III, la requête, enregistrée le 9 novembre 2012, sous le n° 1206424, présentée par l'association Cyclamen Chéran Bauges Environnement, représentée par sa présidente en exercice, dont le siège est La Maison du Pays 129 route de Plaimpiais à Alby-sur-Chéran (74340) par Me Azouagh ;

L'association Cyclamen Chéran Bauges Environnement demande au tribunal :

- d'annuler la décision du 31 mai 2012 par laquelle le préfet de la Haute-Savoie a autorisé la Carrière de Cusy Mathieu Fils à exploiter une carrière d'éboulis calcaire sur la commune de Cusy, ensemble la décision du 11 septembre 2012 rejetant son recours gracieux ;
- de mettre à la charge de l'Etat une somme de 2.000 euros au titre de l'article L.761-1 du code de justice administrative ;

Vu la décision attaquée ;

Vu le mémoire en défense, enregistré le 1er février 2013, présenté pour la SARL Carrières de Cusy Mathieu Fils, dont le siège social est Lieu-dit Bassa à Saint-Ours (73410), représentée par son gérant en exercice, par Me Vignot, qui conclut au rejet de la requête et à ce que la somme de 2.500 euros soit mise à la charge de l'association requérante en application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

Vu le mémoire en défense, enregistré le 5 mars 2013, présenté par le préfet de la Haute-Savoie qui conclut au rejet de la requête ;

Vu le mémoire, enregistré le 27 février 2014, présenté pour la SARL Carrières de Cusy Mathieu Fils qui maintient ses précédentes écritures ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

Vu le code de justice administrative ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 5 septembre 2014 :

- le rapport de Mme Paquet ;
- les conclusions de M. Lefebvre, rapporteur public ;
- les observations de Me Vignot, représentant la SARL Carrières de Cusy-Mathieu Fils ;
- et les observations de Me Chevalier, représentant l'Union nationale des industries de carrières et des matériaux de construction Rhône-Alpes ;

Vu les notes en délibéré, enregistrées le 10 septembre 2014, produites dans chacune des trois affaires, pour la SARL Carrières de Cusy-Mathieu Fils ;

1. Considérant que les requêtes susvisées présentent à juger des questions similaires et ont fait l'objet d'une instruction commune ; qu'il y a lieu de les joindre afin de statuer par le même jugement ;

En ce qui concerne la requête n° 1106017 :

Sur l'intervention en défense de l'Union nationale des industries de carrières et des matériaux de construction Rhône-Alpes :

2. Considérant que l'Union nationale des industries de carrières et des matériaux de construction Rhône-Alpes, qui est un syndicat professionnel patronal regroupant des entreprises exploitantes de carrières et productrices de matériaux de construction de la région Rhône-Alpes, justifie d'un intérêt suffisant pour intervenir au soutien des conclusions la SARL Carrières de Cusy Mathieu Fils et du préfet de la Haute-Savoie tendant au rejet de la demande d'annulation de la décision du 16 septembre 2011 accordant une dérogation à ladite société ; que son intervention doit donc être admise ;

Sur les conclusions à fin d'annulation de la décision du 16 septembre 2011 par laquelle le préfet de la Haute-Savoie a autorisé la destruction, la perturbation intentionnelles des spécimens et la destruction, l'altération ou la dérogation d'habitat (lézard des murailles, lézard vert, sonneur à ventre jaune) par la SARL Carrières de Cusy-Mathieu Fils ;

3. Considérant qu'aux termes de l'article L. 411-1 du code de l'environnement : « *Lorsqu'un intérêt scientifique particulier ou que les nécessités de la préservation du patrimoine biologique justifient la conservation d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées, sont interdits : / 1° La destruction ou l'enlèvement des œufs ou des nids, la mutilation, la destruction, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle, la naturalisation d'animaux de ces espèces ou qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat (...) / 3° La destruction, l'altération ou la dégradation du milieu particulier à ces espèces animales ou végétales (...) » ; qu'aux termes de l'article L. 411-2 du même code, dans sa rédaction alors applicable : « *Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles sont fixées : / (...) 4° La délivrance de dérogation aux interdictions mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1, à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces**

concernées dans leur aire de répartition naturelle : / (...) c) Dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, et pour des motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement (...) » ; qu'aux termes de l'article R. 411-6 du même code : « Les dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 sont accordées par le préfet (...) » ; que l'absence de l'une de ces trois conditions, qui sont cumulatives, fait obstacle à ce que la dérogation puisse être légalement accordée ;

4. Considérant que l'association Cyclamen Chéran Bauges Environnement et l'association France Nature Environnement soutiennent que la décision attaquée est entachée d'erreur de droit en l'absence de raison impérative d'intérêt public majeur, en méconnaissance des dispositions de l'article L.411-2 du code de l'environnement.

5. Considérant que la décision attaquée indique que le projet d'extension de carrière de la SARL Carrières de Cusy Mathieu Fils répond à des raisons impératives d'intérêt public majeur ; que le préfet de la Haute-Savoie et la SARL Carrières de Cusy Mathieu Fils font valoir que le projet d'extension de la carrière sur Cusy s'inscrit dans les orientations fixées par le schéma directeur des carrières de la Haute Savoie du 1^{er} septembre 2004 et que la charte du Parc naturel régional des Bauges affiche cette zone comme un site potentiel de carrière ; que l'extension de la carrière de Cusy a vocation à répondre aux besoins de la commune d'Annecy, mais aussi des communes de Chambéry et d'Aix les Bains qui représentent 300 000 habitants et demeurent en évolution démographique ; que la demande prévoit une exploitation sur 13 ans, pour un volume disponible sur le site de 600 000 m³ ; que la carrière de Cusy concourt à la satisfaction d'objectifs d'intérêt public qui se rattachent au développement économique et social local (approvisionnement à un coût raisonnable pour les secteurs industriels dépendant de la production de granulats) et alors que les importations de matériaux des départements voisins entraînent une augmentation des coûts et des nuisances liées aux transports routiers ;

6. Considérant toutefois que le projet de la SARL Carrières de Cusy Mathieu Fils, conduisant à l'agrandissement de la carrière, se situe dans le périmètre de la ZNIEFF de type 2 « zone humide au sud de l'Albanais » et implique la destruction d'espèces protégées que sont le lézard des murailles, le lézard vert et le crapaud sonneur à ventre jaune ; qu'il n'est pas établi, ni même allégué, qu'aucune autre solution d'implantation du projet ne conviendrait ; que le volume annuel prévisible d'exploitation de ladite carrière, qui emploie sept salariés, est inférieur à 120 000 tonnes ; qu'il existe trois autres carrières à proximité de Cusy : Bellecombe-en-Bauges qui produit 280 000 tonnes par an, autorisée depuis 2005 pour une durée de 30 ans et se situant à 14 kms, Grésy-sur-Aix se situant à 10 kms, et Le Moncel se situant à 9 kms ; que le département de la Haute-Savoie importe déjà plus de 700 000 tonnes depuis l'Ain et l'Isère pour pourvoir à ses besoins ; que si le rapport du schéma départemental des carrières de la Haute-Savoie de 2004 a dénoncé les repercussions écologiques dues à l'augmentation des distances des transports des matériaux, il a néanmoins recommandé l'utilisation du transport ferroviaire ; que dès lors et en dépit de l'intérêt public indiscutable qui s'attache à la production de matériaux de carrières, le préfet de la Haute-Savoie ne justifie d'aucune raison impérative d'intérêt majeur au sens des articles L.411-1 et suivants du code de l'environnement, seule susceptible de permettre de délivrer une dérogation dans les conditions énoncées par ces dispositions, de nature à fonder légalement l'autorisation en litige ; qu'il s'ensuit que les requérantes sont fondées à soutenir que la décision du 16 septembre 2011 est, pour ce motif, entachée d'illegalité ;

7. Considérant qu'il résulte de ce qui précède, sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens de la requête, que les associations requérantes sont fondées à demander l'annulation de la décision attaquée ;

Sur les frais de procès :

8. Considérant que les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce qu'il soit fait droit aux conclusions de la SARL Carrières de Cusy-Mathieu Fils dirigées contre les associations requérantes qui ne sont pas, dans la présente instance, la partie perdante ; qu'il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de mettre à la charge de l'Etat une somme de 600 euros à verser à chacune de ces associations au titre des frais exposés et non compris dans les dépens ;

En ce qui concerne les requêtes n° 1204229 et 1206424 :

Sur la fin de non-recevoir opposée par la SARL Carrières de Cusy-Mathieu Fils dans la requête 1204229 :

9. Considérant, qu'aux termes de l'article L. 514-6 du code de l'environnement relatif au contentieux des installations classées pour la protection de l'environnement, dans sa rédaction en vigueur à la date de l'arrêt litigieux : « Les décisions prises en application des articles L. 512-1 (...) sont soumises à un contentieux de pleine juridiction. Elles peuvent être déférées à la juridiction administrative : (...) » ; qu'aux termes de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement : « Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 533-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative : par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions (...) » ; qu'aux termes de l'article L. 511-1 du même code : « Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique (...) » ;

10. Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que M. Brousse habite à Cusy ; que, par suite, cette personne justifie d'un intérêt à agir de la nature de ceux énoncés à l'article ci-dessus ; que, dans ces conditions, la requête susvisée tendant à l'annulation de la décision du 31 mai 2012 par laquelle le préfet de la Haute-Savoie a autorisé la Carrière de Cusy Mathieu Fils à exploiter une carrière d'éboulis calcaire sur la commune de Cusy est au moins recevable en tant qu'elle émane de M. Brousse ;

Sur la légalité de la décision du 31 mai 2012 :

11. Considérant que la décision du 31 mai 2012 par laquelle le préfet de la Haute-Savoie a autorisé la SARL Carrière de Cusy Mathieu Fils à exploiter une carrière d'éboulis calcaire sur la commune de Cusy, ne pouvait légalement être prise en l'absence de la décision du 16 septembre 2011 autorisant la destruction d'espèces protégées ; que, par suite, l'annulation de la décision du 16 septembre 2011 doit entraîner, par voie de conséquence, celle de la décision du 31 mai 2012 ;

12. Considérant qu'il résulte de ce qui précède, sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens de la requête, que les requérants sont fondés à demander l'annulation de l'autorisation d'exploitation de carrière accordée à la SARL Carrière de Cusy Mathieu Fils ;

Sur les frais de procès :

13. Considérant que les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce qu'il soit fait droit aux conclusions de la SARL Carrières de Cusy-Mathieu Fils dirigées contre les requérants qui ne sont pas, dans les présentes instances, les parties perdantes ; qu'il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de condamner l'Etat à verser à M. Brousse comme à l'association Cyclamen Chéran Bauges Environnement une somme de 1 200 euros au titre des frais exposés et non compris dans les dépens ; qu'il n'y a pas lieu, dans ces mêmes circonstances, de faire droit à la demande présentée au même titre par l'association Bien vivre à Cusy ;

D E C I D E :

Article 1er : L'intervention de l'Union nationale des industries de carrières et des matériaux de construction Rhône-Alpes dans l'affaire n°1106017 est admise.

Article 2 : Les décisions des 16 septembre 2011 et 31 mai 2012 du préfet de la Haute-Savoie sont annulées.

Article 3 : L'Etat versera à l'association Cyclamen Chéran Bauges Environnement une somme de 1 800 euros au titre des dispositions de l'article L.761-1 du code de justice administrative.

Article 4 : L'Etat versera à l'association France Nature Environnement une somme de 600 euros au titre des dispositions de l'article L.761-1 du code de justice administrative.

Article 5 : L'Etat versera à M. Brousse une somme de 1 200 euros au titre des dispositions de l'article L.761-1 du code de justice administrative.

Article 6 : Le surplus des conclusions des parties est rejeté.

Article 7 : Le présent jugement sera notifié à l'association Cyclamen Chéran Bauges Environnement, à l'association France Nature Environnement, à l'association bien vivre à Cusy, à M. Guy Brousse, au ministre de l'écologie, du développement durable et de

l'énergie, à la SARL Carrières de Cusy Mathieu Fils, et à l'Union nationale des industries de carrières et des matériaux de construction Rhône-Alpes.

Copie en sera délivrée au préfet de la Haute-Savoie.

Délibéré après l'audience du 5 septembre 2014, à laquelle siégeaient :

M. Sogno, président,
Mme Paquet, premier conseiller,
Mme Beytout, conseiller.

Lu en audience publique le 22 septembre 2014.

Le rapporteur,

Le président,

D. PAQUET

C. SOGNO

Le greffier,

V. BARNIER



« Pour Expédition Conforme »
Le greffier : V. BARNIER

La République mande et ordonne au ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie en ce qui le concerne et à tous huissiers de justice à ce requis, en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.